



## AVIS DE DECISION

### Établissements contenant des installations ou activités classées en vertu du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Concerne : La demande de permis unique de la Commune de Pont-à-Celles, place communale 22 à 6230 PONT-A-CELLES, pour le maintien en activité, pour une période de 10 ans, d'un établissement communal comprenant un atelier de mécanique générale avec un dépôt d'huiles et produits dangereux divers conditionnés en petits contenants dans un bâtiment ainsi qu'un petit dépôt de récipients mobiles de butane/propane, une station de ravitaillement, 2 dépôts de mazout destinés au chauffage du bâtiment, des dépôts de matières minérales solides de plus de 50 m<sup>3</sup> et de matières minérales pulvérulentes en sacs et régulariser l'exploitation d'une installation de regroupement et de tri des déchets communaux provenant du nettoyage des rues (déchets clandestins), des marchés et des bureaux administratifs de la commune ainsi que régulariser la démolition en urgence d'une annexe, reconstruire un mur de clôture jouxtant la maison n°38 et planter une haie vive le long de 2 parcelles (Références Commune : PUN/2024/002 et SPW: dossier 10017917).

Projet de catégorie C (sans étude d'incidences sur l'environnement).

Localisation : rue du Cheval Blanc 13 à 6238 PONT-A-CELLES (Luttre)

Autorité compétente : Les Fonctionnaires technique et délégué

Le Collège communal,

porte à la connaissance de la population que la demande susmentionnée a été autorisée, par décision des Fonctionnaires technique et délégué en date du 24 novembre 2025.

La décision peut être consultée **du 8 décembre 2025 au 29 décembre 2025** à l'Administration communale de Pont-à-Celles – service Cadre de vie place communale 22 à 6230 Pont-à-Celles, dans les limites prévues par le Décret du 13 juin 1991 concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement, et ce à partir de la date d'ouverture jusqu'à la date de clôture de la consultation de la décision, chaque jour ouvrable pendant les heures de service, soit du lundi au vendredi de 8h30 à 11h45, les lundis, mercredis et vendredis de 13h30 à 16h ou sur rendez-vous pris au plus tard 24 h à l'avance auprès du service Cadre de vie (Environnement) au 071/84.90.63 ou via [environnement@pontacelles.be](mailto:environnement@pontacelles.be) en semaine après 16h. Les bureaux sont fermés les 24, 25 et 26 décembre 2025.

Un recours auprès du Gouvernement wallon, à l'adresse du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources Naturelles et Environnement, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR, est ouvert à toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt, ainsi qu'au Fonctionnaire technique, au Fonctionnaire délégué et au collège communal de la commune sur le territoire de laquelle l'établissement où les actes et travaux concernés sont situés.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours doit être adressé par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remis contre récépissé au Fonctionnaire technique compétent sur recours - Service public de Wallonie c/o Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR dans un délai de vingt jours à dater de la réception de la décision pour le demandeur, le Fonctionnaire technique et le Fonctionnaire délégué ; ou du premier jour de l'affichage de la décision pour les personnes non visées au point précédent. Si la décision est affichée dans plusieurs communes, le délai est prolongé jusqu'au vingtième jour suivant le premier jour de l'affichage dans la commune qui y a procédé la dernière. Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée, sauf s'il est introduit par le Fonctionnaire technique, le Fonctionnaire délégué ou par le collège communal de la commune sur le territoire de laquelle l'établissement où les actes et travaux concernés sont situés. Le recours est introduit selon les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et en utilisant le formulaire « 2 – Formulaire relatif aux recours ».

A Pont-à-Celles, le 1<sup>er</sup> décembre 2025.

Le Directeur général

G. CUSTERS



Le Bourgmestre

P. KNAEPEN